

Conseil de Communauté
du 14 février 2019

◆◆◆◆◆◆◆◆

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	FINANCES – Solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté (2018-2019) – Fonds de concours de Mayenne Communauté attribué à la Commune de Montreuil Poulay
2	FINANCES – Solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté (2018-2019) – Fonds de concours de Mayenne Communauté attribué à la Commune de Sainte-Marie-du-Bois
3	FINANCES – Budget déchets ménagers – Exercice 2019 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
4	LA VAGUE - Convention avec l'association « Vacances et familles »
5	CULTURE - Projet exposition Histoires et perspectives du CHNM
6	RESSOURCES HUMAINES - Service civique
7	RESSOURCES HUMAINES – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire, accroissement d'activités ou saisonniers ou remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels
8	RESSOURCES HUMAINES - DRHM – service entretien des bâtiments - création d'un poste d'adjoint technique
9	RESSOURCES HUMAINES - DST – VOIRIE – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe
10	RESSOURCES HUMAINES -DST – suppression et création de poste
11	RESSOURCES HUMAINES – DAC – Médiathèque – suppression et création de poste
12	RESSOURCES HUMAINES - Validation du règlement des astreintes
13	RESSOURCES HUMAINES – Recrutement vacataires – Conte musical « Piccolo, Saxo et Compagnie » - D.A.C. – Conservatoire I.B Bellocq
14	AMENAGEMENT HABITAT - Projet de construction de logements sur le site de l'ancienne clinique de la Providence
15	CULTURE – Conservatoire I.B Bellocq – Concert Educatif « Piccolo, Saxo et Compagnie » - Concerts tout public – Fixations des tarifs
16	CULTURE - Signature d'une convention de partenariat entre le Pays d'Art et d'Histoire et Mayenne Communauté au titre des actions 2019
17	LA VAGUE - Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions
18	LA VAGUE - Mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges – Modification des tarifs – Signature des conventions
19	LA VAGUE – Tarifs
20	LA VAGUE - Accueil des scolaires à la piscine Robert Buron pour la fin d'année 2017
21	SANTE – Contrat Local de Santé - Action de prévention auprès des jeunes sur les addictions
22	EAU ET ASSAINISSEMENT - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Avenant à la convention de mandat relative à l'attribution et au versement des aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré du 22 décembre 2017
23	ENVIRONNEMENT DECHETS - Renouvellement de la convention avec l'association Emmaüs 53 relative à l'enlèvement de la part « réemployable » des encombrants
24	ENVIRONNEMENT DECHETS - Programme de Prévention – Coordination d'actions de sensibilisation à la réduction des déchets - Convention avec la CC de l'Ernée et du Bocage Mayennais
25	ENVIRONNEMENT DECHETS- Déchets – Partenariat de financement pour l'opération de collecte et traitement des pneus usagés des silos agricoles – Renouvellement de la convention avec le Conseil Départemental

26	ENVIRONNEMENT DECHETS – Collecte sélective – Appel à candidatures de CITEO pour l'extension des consignes de tri des emballages plastiques
27	MARCHES PUBLICS – Collecte, transport, tri et conditionnement des déchets recyclables de Mayenne Communauté - 18SER17
28	GEMAPI « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » - prolongation de la convention de partenariat avec le Syndicat du Bassin de l'Aron pour la mise à disposition d'un technicien de rivière
29	ECONOMIE EMPLOI - Événementiel emploi pour les jeunes Flash'job
30	Finances - Exercice budgétaire 2019 - Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale Ouverture anticipée de crédits – Modification

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

André MOIZAN	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
LE KIOSQUE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Guillaume GRATIEN	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Gérard HUVE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Jean-Pierre YVARD	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Sibylline Escapade	Convention d'animations pour le musée	8 136,00 €

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 14 février 2019 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	42
Contre :	0
Pour :	42
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-neuf, le huit février, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. GUIHERY, FORET, CHOUZY, SABRAN, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes BODINIER, BAR, COUTURIER, LODE, M. PAILLASSE, Mmes ADAM, PELE, OLIVIER, CREUSIER, GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. DELAHAYE est remplacé par Mme BEAUDOUIN

M. SONNET donne pouvoir à Mme BODINIER
Mme BELLON donne pouvoir à Mme COUTURIER
Mme MONSIMIER donne pouvoir à M. FORET
Mme LANCIEN donne pouvoir à Mme OLIVIER
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à M. BOURGUIN
M. FAUCON donne pouvoir à M. LAVANDIER

Excusés :

M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, MM. HEURTEBIZE, POIRRIER, BEAUJARD, Mmes SOULARD, THELIER, M. LESAINT, Mme BEUNEUX, MM. REBOURS, MORIN.

Mme FRANGEUL a été désignée secrétaire de séance.

1 - FINANCES – Solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté (2018-2019) – Fonds de concours de Mayenne Communauté attribué à la Commune de Montreuil Poulay

M. SOUTIF expose :

VU l'adoption du pacte solidarité adopté par le conseil communautaire le 23 novembre 2017 et par tous les conseils municipaux,

Mayenne Communauté
Séance du 14 février 2019

VU la volonté de mettre en œuvre, dès l'année 2018, une solidarité exceptionnelle à destination des 33 Communes en leur affectant, initialement par délibération du 17 mai 2018, une somme globale de 897 787 € issue de l'enveloppe libre de Mayenne Communauté allouée par le Département,

VU la nouvelle délibération du conseil communautaire du 20 septembre 2018 consécutive au seuil de 15 000 € par dossier imposé par le Département limitant ainsi le bénéfice d'une subvention du Département via Mayenne Communauté à 18 Communes,

VU la volonté de Mayenne Communauté de poursuivre son engagement initial d'apporter une solidarité à toutes les Communes y compris aux 15 dont la dotation est inférieure à 15 000 €, en se substituant au Département par le versement d'un fonds de concours à celles-ci,

Considérant que la Commune de Montreuil-Poulay a réalisé les travaux à l'auberge campagnarde de Poulay,

Considérant que la Commune de Montreuil-Poulay a fourni les justificatifs mentionnés à l'article 4 de la convention pour l'attribution du présent fonds de concours,

Considérant que le montant du fonds de concours ne doit pas excéder la part de financement propre, hors subventions, assurée par le bénéficiaire du fonds de concours selon l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **attribue un fonds de concours de 8 989 € à la Commune de Montreuil-Poulay au titre des travaux réalisés à l'auberge campagnarde de Poulay dans le cadre de la solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté 2018-2019.**
- **autorise Monsieur Le Président à signer la convention régissant les modalités de versement du fonds de concours entre Mayenne Communauté et la Commune de Montreuil-Poulay.**
- **et autorise Monsieur Le Président à ordonner le paiement du fonds de concours après le vote du budget primitif 2019 de Mayenne Communauté.**

2 - FINANCES – Solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté (2018-2019) – Fonds de concours de Mayenne Communauté attribué à la Commune de Sainte-Marie-du-Bois

M. SOUTIF expose :

VU l'adoption du pacte financier, fiscal et solidaire adopté par le conseil communautaire le 23 novembre 2017 et par tous les conseils municipaux,

VU la volonté de mettre en œuvre, dès l'année 2018, une solidarité exceptionnelle à destination des 33 Communes en leur affectant, initialement par délibération du 17 mai 2018, une somme globale de 897 787 € issue de l'enveloppe libre de Mayenne Communauté allouée par le Département,

VU la nouvelle délibération du conseil communautaire du 20 septembre 2018 consécutive au seuil de 15 000 € par dossier imposé par le Département limitant ainsi le bénéfice d'une subvention du Département via Mayenne Communauté à 18 Communes,

VU la volonté de Mayenne Communauté de poursuivre son engagement initial d'apporter une solidarité à toutes les Communes y compris aux 15 dont la dotation est inférieure à 15 000 €, en se substituant au Département par le versement d'un fonds de concours à celles-ci,

Considérant que la Commune de Sainte-Marie-du-Bois a réalisé les travaux de voirie (programme 2018),

Considérant que la Commune de Sainte-Marie-du-Bois a fourni les justificatifs mentionnés à l'article 4 de la convention pour l'attribution du présent fonds de concours,

Considérant que le montant du fonds de concours ne doit pas excéder la part de financement propre, hors subventions, assurée par le bénéficiaire du fonds de concours selon l'article L5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **attribue un fonds de concours de 5 670 € à la Commune de Sainte-Marie-du-Bois au titre des travaux de voirie (programme 2018) dans le cadre de la solidarité exceptionnelle de Mayenne Communauté 2018-2019.**
- **autorise Monsieur Le Président à signer la convention régissant les modalités de versement du fonds de concours entre Mayenne Communauté et la Commune de Sainte-Marie-du-Bois.**
- **et autorise Monsieur Le Président à ordonner le paiement du fonds de concours après le vote du budget primitif 2019 de Mayenne Communauté.**

3 - FINANCES – Budget déchets ménagers – Exercice 2019 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

Mme MORIN expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables qu'il nous demande d'admettre en non-valeur en raison de situations de surendettement des débiteurs pour un total de 1 139,97 €.

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées sur l'exercice en cours à l'article c/6542.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. CHOUZY ayant voté contre) autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 1 139,97 € sur le budget annexe déchets ménagers.

4 - LA VAGUE - Convention avec l'association « Vacances et familles »

M. BOISSEAU expose :

L'association « Vacances et Familles » est adhérente à l'UNAT Pays de Loire branche tourisme de l'économie sociale et solidaire. L'UNAT fédère 38 associations de tourisme qui concourent au droit aux vacances pour tous. Depuis plusieurs années, l'association « Vacances et familles » organisait des séjours de vacances en famille, pour des familles à faibles revenus au camping du Gué St Léonard de Mayenne. Depuis 2017, l'association « Vacances et Familles » ne vient plus sur le camping de Mayenne faute de tarifs préférentiels.

Vu le souhait de l'association d'organiser des séjours en 2019 au camping du Gué St Léonard de Mayenne, Vu la demande de l'association d'une convention qui permettrait aux familles ayant réservé des séjours par le biais de l'association de bénéficier de tarifs réduits d'accès au centre aquatique La Vague (pour le camping cela représente 120 nuits soit environ 240 unités de taxe de séjour),

Considérant le tourisme social et la possibilité de facturer sur la base d'un tarif préférentiel les entrées à La Vague,

Considérant l'accord trouvé avec l'association pour une facturation des entrées à La vague en fin de période estivale, l'association transmettant à La Vague la liste des membres des familles hébergées dans le cadre de leurs actions au camping du Gué St Léonard à Mayenne,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

Mayenne Communauté
Séance du 14 février 2019

- **autorise M. le Président à signer une convention entre l'association « Vacances et Familles » et Mayenne Communauté pour les familles hébergées par l'association sur la base d'un tarif préférentiel**
- **valide le principe de conventions dans le cadre du tourisme social, au camping du Gué St Léonard sur la base de tarifs préférentiels**
- **et applique les tarifs préférentiels suivants :**
 - **Pour les mineurs les entrées à 1,50€ – ce qui est le tarif pratiqué pour les ALSH du territoire de Mayenne Communauté,**
 - **Pour les plus de 18 ans les entrées à 3,30 €.**

5 - CULTURE - Projet exposition Histoires et perspectives du CHNM

M. LE SCORNET expose :

L'association Patrimoine Hospitalier de Mayenne dont la Présidence est assurée par Bruno Lizée, organise une exposition Histoires et perspectives du CHNM. Cette exposition se tiendra au mois de mai 2019 à la chapelle de la visitation.

Le comité de pilotage qui suit ce projet est composé de Catherine Creuzet et Xavier Lesegretain (direction CHNM), Louise – Marie Vasseur (CHNM), Magida Lignel (Présidente CME CHNM), Jean Claude Lavandier et Bruno Lizée (initiateur du projet).

L'exposition se composera de trois parties : hôpital historique de 1224 à 1958, l'hôpital moderne de 1958 à 2019 et le nouvel hôpital.

Le budget prévisionnel de l'exposition est estimé à 10 000 € (achat de fournitures, communication, location...).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le versement d'une subvention à l'association Patrimoine Hospitalier de Mayenne à hauteur de 3 000 € et l'inscrit au budget 2019.

6 - RESSOURCES HUMAINES - Service civique

Mme MORIN expose :

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivités locales, établissement public ou services de l'état) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Les jeunes, bénéficiaires ou appartenant à un foyer bénéficiaire du RSA, ou titulaires d'une bourse de l'enseignement supérieur au titre du 5e échelon ou au-delà, bénéficient d'une majoration d'indemnité de 107,66 euros par mois.

L'indemnité de Service Civique est entièrement cumulable avec l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et l'Aide au Logement.

Il s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail.

Un agrément est délivré pour 2 ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donnera lieu à une indemnité versée directement par l'état au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Vu la Loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique,

Vu le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique,

M. le Président : Un bon dispositif notamment pour les jeunes. Il convient de passer une convention avec l'État pour ensuite pouvoir enclencher ce dispositif.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **met en place le dispositif du service civique au sein de la collectivité à compter du 1er mars 2019,**
- **autorise le Président à demander l'agrément nécessaire auprès de la direction départementale interministérielle chargée de la cohésion sociale,**
- **autorise le Président à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires et les conventions de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales**
- **et inscrit les crédits nécessaires pour le versement d'une prestation en nature ou d'une indemnité complémentaire de 50 euros par mois, pour la prise en charge de frais d'alimentation ou de transport.**

7 - RESSOURCES HUMAINES – Rémunération des agents contractuels pour remplacement temporaire, accroissement d'activités ou saisonniers ou remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels

M. TRANCHEVENT expose :

L'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipule que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires. Les collectivités sont cependant autorisées à recruter des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfini par la loi 2012-347 du 12 mars 2012 :

- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 2012-347 du 12 mars 2012 précitée,
- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées
- et recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaire ou d'agents contractuels.

Vu la délibération en date du 14 janvier 2016, le Conseil communautaire, à l'unanimité et à main levée a autorisé le recrutement d'agents non titulaires de droit public en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité conformément à la loi 2012-347 du 12 mars 2012,

Considérant l'augmentation du SMIC au 1er janvier 2019,

Considérant la revalorisation des grilles de rémunération en application du protocole "Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations" qui se poursuit avec le reclassement indiciaire au 1er janvier 2019 des grilles indiciaires (de l'ensemble des cadres d'emplois toutes filières confondues,

- Considérant les difficultés de recrutement,

Aussi à titre indicatif au 1er février 2019,
Catégorie C : IM 326

Catégorie B : IM 343

Catégorie A : IM 388

Le salaire sera ensuite calculé suivant cet indice et la quotité de travail.

Ne sont pas concernés par cette disposition les animateurs recrutés sous contrat d'engagement éducatif et le cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique dont la rémunération est calculée en référence à 1/86ème de l'indice majoré 343, la rémunération est calculée en référence à 1/151,67ème pour tous les autres cadres d'emplois.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe la rémunération pour les contrats cités ci-dessus en référence à l'indice du premier échelon du premier grade du cadre d'emplois concernés par le poste.

8 - RESSOURCES HUMAINES - DRHM – service entretien des bâtiments - création d'un poste d'adjoint technique

Mme MORIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la fin d'un contrat avenir au service entretien des locaux,

Considérant les besoins du service,

Considérant l'avis favorable du Comité Technique en date du 28/01/2019

Les dépenses sont prévues au chapitre 012.

M. DOYEN : C'est la personne qui était en emploi d'avenir pour l'entretien des bâtiments qu'on a embauché ?

M. le Président : oui

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique à compter du 1^{er} mars 2019.

9 - RESSOURCES HUMAINES - DST – VOIRIE – création d'un poste d'adjoint technique et suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe

M. TRANCHEVENT expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 28 janvier 2019,

Considérant la nécessité de finaliser la procédure de recrutement d'un agent assistant administratif à la voirie,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique territorial affecté à la voirie à temps plein à compter du 15 février 2019 et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe.

10 - RESSOURCES HUMAINES -DST – suppression et création de poste

Mme MORIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 28 janvier 2019,

Considérant la nécessité de finaliser la procédure de recrutement d'un agent couvreur,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique territorial affecté au service bâtiment à temps plein à compter du 15 février 2019 et supprime un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe.

11 - RESSOURCES HUMAINES – DAC – Médiathèque – suppression et création de poste

M. TRANCHEVENT expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 28 janvier 2019,

Considérant la nécessité de finaliser la procédure de reclassement d'un agent,

Considérant l'avis favorable de reclassement du comité médical,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Ce poste relève d'un service exclusif Mayenne Communauté.

Le budget est prévu au chapitre 012.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint du patrimoine territorial affecté à la médiathèque à temps plein à compter du 1er février 2019 et supprime un poste d'auxiliaire de puériculture affecté au relais d'assistante maternelle.

12 – RESSOURCES HUMAINES - Validation du règlement des astreintes

M. TRANCHEVENT expose :

M. TRANCHEVENT : Ce règlement a été étudié en comité technique qui a donné un avis favorable. Il y a plusieurs astreintes avec des variantes pour chacune. Pour tout ce qui concerne le technique, les astreintes sont organisées à l'avance et il y a aussi les interventions d'urgence comme l'astreinte hivernale. Les

astreintes concernant la Ville de Mayenne mais il est nécessaire d'avoir une validation du conseil car avec la mutualisation l'ensemble des personnels a été transféré à la Communauté.

M. le Président : Mais le Maire est toujours appelé quand même. J'ai été appelé le weekend dernier par les gendarmes pour les inondations, comme chez vous. Vous savez comment c'est, c'est toujours je maire qui est appelé. Mais nous avons des astreintes.

M. BRODIN : Nous, on est d'astreinte directe !

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide le règlement des astreintes, joint en annexe.

13 – RESSOURCES HUMAINES – Recrutement vacataires – Conte musical « Piccolo, Saxo et Compagnie » - D.A.C. – Conservatoire I.B Bellocq
--

Mme MORIN expose :

Vu l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, il appartient au conseil communautaire d'autoriser M. le Président à recruter du personnel vacataire pour exécuter un acte déterminé ne justifiant pas la création d'un emploi. Considérant la présentation du Conte Musical « Piccolo, Saxo et Compagnie » à destination des établissements scolaires inscrits aux séances du 14 Mars 2019 et à destination du tout public le 16 mars 2019 au Théâtre Municipal,

Considérant la nécessité de recruter des musiciens extérieurs au conservatoire pour ces concerts,

La dépense sera prévue au chapitre 12.

M. le Président : Ce sont des dépenses prévues dans le cadre du budget.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le recrutement en contrat de vacance de 8 professeurs de musique. La vacance, comprenant le temps de préparation et le temps de prestation, sera de 275 € bruts pour les titulaires de la Fonction Publique Territoriale et de 300 € bruts pour les non titulaires de la Fonction Publique Territoriale.

14 – AMENAGEMENT HABITAT - Projet de construction de logements sur le site de l'ancienne clinique de la Providence

M. VALPREMIT expose :

Vu l'acquisition en 2010 par la communauté de communes du Pays de Mayenne du site de l'ancienne clinique de la Providence, située au 12 rue de la Providence à Mayenne (parcelle n°AI0095), en vue de la réhabiliter pour une offre supplémentaire en locaux tertiaires désormais sans fondement,

Vu la proposition d'habitat alternatif à destination des personnes de plus de 60 ans ou en perte d'autonomie formulée en 2017 par l'Association Monsieur Vincent (AMV), gestionnaire de l'EHPAD de la Providence,

L'habitat alternatif se définit comme un ensemble de logements autonomes (il n'est donc pas apparenté à la notion d'établissement). Les locataires bénéficient de logements adaptés à la perte d'autonomie auxquels s'ajoute l'accès à une salle de convivialité ainsi qu'à un service d'accompagnement.

Ce service s'oriente vers une présence ponctuelle d'un salarié qui sécurise la vie quotidienne, propose des animations créant du lien social et facilite l'accès aux services d'aide et de soins à domicile selon les besoins. Ce type d'accompagnement permet aux habitants de bien vieillir à domicile en demeurant libre de leur mode de vie.

Vu la proposition de Méduane Habitat relative à une opération de 28 logements locatifs sociaux visant à répondre à ce projet d'habitat alternatif dont 22 seraient réservés aux personnes de plus de 60 ans ou en perte d'autonomie,

Vu les conditions posées par Méduane pour réaliser le projet à savoir la rétrocession à titre gratuit du bien en l'état à Méduane Habitat, le refus de prise en charge de la salle commune, la prise en charge de la démolition du bâti existant et de la construction des 28 logements.

Considérant le fait que ce projet propose une nouvelle offre de logements et correspond aux attentes des habitants du territoire vieillissants et/ou en perte d'autonomie,

Considérant le fait que ce projet répond aux documents d'orientations du SCOT, Programme Local de l'Habitat (PLH) ou du Contrat Local Santé (CLS) et correspond aux fiches actions de ces documents,

Considérant le fait que ce projet ne relève pas de la compétence de Mayenne Communauté mais de la Ville de Mayenne,

M. VALPREMIT : il y a de la demande de logements pour les personnes âgées et pas suffisamment d'offre de logements sur territoire. Ce projet permet d'y répondre et si pas dans l'immédiat, en tous cas dans le futur.

M. BRODIN : est-ce qu'il y a urgence pour cette décision ? Dans la mesure où le travail avec Méduane n'est pas terminé, la demande d'acquisition à l'euro symbolique, et qu'il y aura une position du département qui sera arrêtée fin de mois, ne vaut-il mieux pas attendre ?

M. le Président : est-ce que ça changera quelque chose si on recule la décision ?

M. BRODIN : oui, sur la réflexion de la répartition des logements, des parties communes...

M. VALPREMIT : la CC n'est pas compétente sur la construction de logements mais sur la politique de l'habitat. Elle financera via le programme d'action sur les logements sociaux. Il n'y a pas le choix de transférer à la Ville de Mayenne. L'état du bâtiment acheté en 2010 n'a plus la même valeur qu'à l'époque. Mayenne Communauté fait plutôt une bonne affaire en le cédant à la Ville qui fait une bonne affaire en le cédant à Méduane car il y aura certainement du désamiantage à faire.

M. MOLL : je vous rappellerai que ce projet-là s'inscrit dans le bien vieillir, axe fort du projet de territoire. On a acquis ce bâtiment auprès de la Providence. C'est aujourd'hui un coût de 15.000 € à l'année. La Ville a cédé gratuitement tous les terrains pour La Vague et la crèche municipale a été cédée à titre gracieux pour la SERE. Aujourd'hui, concéder à titre gracieux à Méduane ces locaux-là me paraît tout à fait justifié. Si on fait le calcul de la démolition et du désamiantage, ça coûterait plus cher. Il ne s'agit pas aujourd'hui d'aller plus vite que le Conseil départemental qui va proposer un scénario pour le territoire. Il s'agit d'une petite pierre au plan du bien vieillir. Pour que les travaux puissent démarrer, il fallait céder le bâtiment. Je ne crois pas que le schéma du département changera quoique ce soit à ce projet. Les logements alternatifs ne devraient pas être uniquement concentrés sur la Ville de Mayenne. D'autres collectivités ont peut-être d'autres projets comme Commer ou St Georges. On n'a pas la compétence, seulement pour l'animation. J'alerte les communes, il n'y aura pas toujours une association pour les aider dans un tel projet. Et il n'y aura pas de freins pour que d'autres collectivités envisagent des constructions dès lors que ça rentre dans le cadre du PLH et du SCOT.

M. SOUTIF : après vérification avec le service des finances, le bâtiment coûte 15.000 €/an tout compris. Au départ des négociations, il fallait financer la démolition et le désamiantage, l'équivalent du prix d'achat du bâtiment à l'époque. C'est un échange de bons procédés. À l'origine lorsqu'il a été acheté par la CC, c'était un projet économique ou de santé. Donc l'achat n'est pas à remettre en cause. En plus la Ville le rétrocède gratuitement sans plus-value.

M. BRODIN : les communes seront traitées pareil s'il y a d'autres projets ? Vous ne serez pas déçus de la proposition du département.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. BRODIN et Mmes GENEST et BEAUDOUIN s'étant abstenus et M. CHOUZY ayant voté contre) :

- valide la rétrocession du bâtiment gratuitement à la Ville de Mayenne
- autorise M. MOLL à signer pour le compte de Mayenne Communauté l'acte administratif de rétrocession à la Ville de Mayenne
- et applique les aides à la construction de logements locatifs sociaux inscrits au PLH de Mayenne Communauté.

15 - CULTURE – Conservatoire I.B Bellocq – Concert Educatif « Piccolo, Saxo et Compagnie » - Concerts tout public – Fixations des tarifs

M. LE SCORNET expose :

Dans sa programmation 2018/2019, le conservatoire I.B BELLOCQ propose, à destination des élèves de la grande section aux CM2 des écoles de Mayenne Communauté, le célèbre conte musical : « Piccolo saxo et compagnie » composé en 1956 par André Pop sur un texte de Jean Broussole. Il s'agit d'un spectacle réunissant un orchestre symphonique et un comédien pour une présentation des familles d'instrument.

. Un concert éducatif, destiné aux classes des écoles inscrites : 4 séances scolaires seront proposés en fonction des effectifs Jeudi 14 mars 2019 : 9 H à 10 H, 10 H 15 à 11 H 15, 14 H à 15 H et 15 H 15 à 16 H 15.

. Deux séances à destination du tout public, Samedi 16 mars 2019 : 16 H 30 et 20 H 30.

Il vous est proposé d'adopter les tarifs de ces différents concerts qui seront encaissés par le biais de la régie de recettes du Conservatoire :

. Concert éducatif : 35 € par classe

. Concerts à destination du tout public : 5 € tarif plein, gratuit pour les – de 12 ans et les élèves du conservatoire.

M. LE SCORNET : pour ceux que ça intéresse, Chloé BRIOT, qui a été nommée aux victoires de la musique, vient en concert à Mayenne au théâtre municipal le 3 mars prochain à 16h00. C'est une artiste internationale qui nous fait le plaisir de retrouver son public et son territoire.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces tarifs.

16 - CULTURE - Signature d'une convention de partenariat entre le Pays d'Art et d'Histoire et Mayenne Communauté au titre des actions 2019

M. LE SCORNET expose :

Depuis 2005, le territoire Coëvrons Mayenne bénéficie du label « Pays d'art et d'histoire ». Dans ce cadre, chaque année, une convention de partenariat était signée entre le Conseil Départemental, la Communauté de communes des Coëvrons (3C) et la CCPM. (Projet de convention joint)

Objet de la convention

Cette convention a pour but de préciser le programme d'actions au titre de l'année 2019, le budget et les modalités de financement.

Compte-tenu des recettes escomptées, la participation de Mayenne Communauté devrait s'élever à 19 037.50 € contre 22 165 € pour 2018.

Il est à noter que le Pays d'Art et d'Histoire travaille sur le renouvellement de sa labellisation. Rappelons que suite à la fusion avec la CCHL, le PAH compte désormais 69 communes, près de 67 000 habitants pour une superficie de plus de 1 400 m².

Il s'agira notamment de mettre en avant les plus apportés par les nouvelles communes ayant rejoint Mayenne communauté ou certaines actions programmées par les collectivités sur le périmètre labellisé en 2005 :

- Intégration d'un nouveau Site patrimonial remarquable (SPR) et d'une nouvelle Petite cité de caractère avec Lassay-les-Châteaux
- Dépôt d'un dossier de labellisation PCC par Saint-Georges-Buttavent (Fontaine-Daniel)
- Un territoire en cours d'inventaire
- 6 Monuments historiques inscrits ou classés supplémentaires
- Plus de 80 nouveaux éléments patrimoniaux d'intérêt (de la Préhistoire au 19^e siècle)
- Liens avec le Parc naturel Normandie-Maine
- Révision programmée du SPR de Sainte-Suzanne
- Diversité des paysages dans le nord du Pah
- Potentiel de développement des actions de médiation avec de nouveaux publics (établissements d'enseignement, Ehpad, centres de loisirs...)
- Nouveaux partenariats avec des équipements culturels (médiathèque et école de musique et de danse de Lassay-les-Châteaux, bibliothèques)
- Développement des partenariats avec le réseau associatif des nouvelles communes

Des axes de travail ont été définis à l'occasion des dernières rencontres du comité de pilotage et correspondent à 7 blocs thématiques :

- Publics empêchés et mixité
- Les zones périurbaines
- Urbanisme
- Savoir-faire et transmission
- Paysage
- Patrimoines de demain
- Le numérique

Ces blocs viennent compléter les missions « classiques » du Pays d'art et d'histoire telles que définies dans la convention signée en 2005 avec le ministère de la Culture et que l'équipe du PAH poursuivra dans le cadre de la future convention.

Ce dossier sera présenté au ministère en juin prochain.

M. LE SCORNET : premier intérêt, ce sont des liens nouveaux à la lumière de la stratégie du territoire en direction du patrimoine. Autre intérêt, c'est l'apport de l'ex-CCHL et de son patrimoine. Merci à vos ancêtres et vous-mêmes d'avoir conservé ce patrimoine.

M. le Président : il sera question du château de Lassay dans le prochain journal.

M. TRANCHEVENT : il n'y a pas que le grand patrimoine mais aussi le petit patrimoine de toutes les communes. On est exemplaire en France dans cette animation.

M. BOITTIN : oui, le PAH prend en compte le patrimoine rural de nos petites communes. Prendre exemple sur Mayenne Communauté.

M. le Président : il y a beaucoup de petites chapelles qu'il faudrait ouvrir.

M. LE SCORNET : il y a 2 ou 3 chercheurs sur le territoire qui font un travail de fourmi sur ce recensement.

M. COISNON : il y aura des visites guidées au mois de juin et on a tous des sites comme ça chez nous.

M. LESCORNET : c'est un travail universitaire et ils ont une mission de restitution accessible dans des animations de médiation.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer la convention avec le Pays d'Art et d'Histoire au titre des actions 2019.

17 - LA VAGUE - Mise à disposition des équipements sportifs pour les lycées – Modification des tarifs – Signature des conventions

M. BOISSEAU expose :

Par délibération en date du 1er mars 2018, le Conseil Communautaire avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Régional vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2019 et de la nécessité de signer avec les lycées les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2019.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1er janvier 2019 seront les suivants :

- Piscine (par couloir de 25 m) 15,14 €/couloir de 25 m
(4 couloirs de 25 m ou 2 couloirs de 50 m maximum)

Préciser le nombre de couloirs utilisés

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **entérine ces nouveaux tarifs,**
- **et autorise Monsieur le Président à signer les conventions correspondantes.**

18 - LA VAGUE - Mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges – Modification des tarifs – Signature des conventions

M. BOISSEAU expose :

Par délibération en date du 1er mars 2018, le Conseil Communautaire avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Départemental vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2019 et de la nécessité de signer avec les collèges les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2019.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1er janvier 2019 seront les suivants :

- 1) Piscines
 - Piscine (quel que soit le nombre de couloirs).....43,83 €/heure

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **entérine ces nouveaux tarifs,**
- **et autorise Monsieur le Président à signer les conventions correspondantes.**

19 - LA VAGUE – Tarifs

M. BOISSEAU expose :

Suite à la première année de fonctionnement au centre aquatique, il est proposé de faire quelques ajustements au niveau de la grille tarifaire en ajoutant quelques tarifs en réponse à des problématiques rencontrées :

- ✓ Supplément bien-être
 - Plusieurs personnes découvrent l'existence de notre espace bien-être une fois sur le bassin, et remontent à l'accueil pour demander une entrée pour le bien-être. Le tarif bien-être étant de 7€ (incluant l'accès à la piscine), et ces personnes ayant déjà payé l'accès piscine, il est proposé de créer un tarif supplément bien-être à 2,50€ (entrée déjà payée à 4,50€ + 2,50 = 7€ équivalent à l'entrée bien-être). Cela permet de répondre à la demande de ces personnes.

M. le Président : Ils vont remonter là-haut pour payer à la caisse ?

M. BOISSEAU : Non, il y aura un badge ou un bracelet.

M. LAVANDIER : Idem pour l'aquagym, il faut retourner à la caisse pour aller ensuite à l'espace bien-être.

M. BOISSEAU : On va retravailler ça.

- ✓ Tarif ligne d'eau pour associations sportives
 - Nous avons été contactés par un club de natation de Bretagne qui souhaite pouvoir utiliser le bassin sportif durant les vacances d'avril pour un stage avec les jeunes nageurs. Nous n'avons pas à l'heure actuelle de tarif pour ce type de public. Le comité de pilotage a souhaité se positionner sur ce qui se pratique sur les piscines du territoire. La proposition est donc de faire un tarif 13€/heure/ligne d'eau.

M. BOITTIN : Il y aura suffisamment de lignes ?

M. BOISSEAU : ce sera une pratique exceptionnelle.

M. BOITTIN : Il ne faut pas que ça pénalise les utilisateurs mayennais.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces nouveaux tarifs.

20 – LA VAGUE - Accueil des scolaires à la piscine Robert Buron pour la fin d'année 2017

M. BOISSEAU expose :

Suite au retard du chantier, l'ouverture de La Vague n'a pu avoir lieu en septembre 2017. La piscine Robert Buron, équipement Ville de Mayenne, est ainsi restée ouverte plus longtemps que prévu pour palier ce retard, et notamment pour accueillir les scolaires du territoire.

Initialement, un travail a été réalisé avec les coordinateurs pédagogiques en charge des secteurs de Mayenne Communauté, pour la programmation des scolaires sur le nouvel équipement. Il avait été arrêté que lors de la première période (cycle de 8 semaines), les scolaires seraient accueillis à la piscine Robert Buron, puis selon l'avancée des travaux, à La Vague pour la période suivante.

Toutefois, il y a une problématique financière, car sur l'équipement de Mayenne Communauté, les scolaires du territoire sont accueillis gratuitement alors que sur la piscine Robert Buron, équipement ville de Mayenne, les scolaires de Mayenne étaient accueillis gratuitement et les écoles des autres communes de Mayenne Communauté étaient facturées à la séance. Or, lors de la préparation de leurs budgets, les communes n'ont pas forcément prévu de budget piscine, car elles pensaient être accueillies à La Vague.

En collaboration avec les coordinateurs pédagogiques, nous avons pu faire en sorte de ne programmer que des écoles de la ville sur la première période limitant la facturation des communes. Mais sur la seconde période, des écoles des communes de Mayenne Communauté ont été accueillies.

Mayenne Communauté
Séance du 14 février 2019

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, prend à sa charge ce coût non prévu par les communes, soit 7 360 €.

21 - SANTE – Contrat Local de Santé - Action de prévention auprès des jeunes sur les addictions

M. MOLL expose :

L'association Sauvegarde Mayenne Sarthe intervient sur Mayenne Communauté auprès des jeunes du territoire. Elle a organisé une action de prévention en direction des jeunes autour des addictions et des conduites à risques le vendredi 18 janvier dernier au centre social des possibles de 18h à 21h00. La soirée, a comporté des stands de prévention aux addictions avec d'autres partenaires (ANPAA, PIJ) et proposé aussi deux concerts.

Le coût de l'action est de 685 €. L'association de la Sauvegarde sollicite un concours financier auprès de Mayenne communauté dans le cadre du contrat local de santé à travers une subvention de 485 €. Ce projet concerne les jeunes de 14 à 21 ans du territoire de Mayenne communauté. Cette action cadre avec les objectifs du contrat local de santé et l'action 24 « Prévenir les conduites à risque chez les jeunes ».

M. MOLL : contrairement à ce qui était écrit dans la note, l'animation a déjà eu lieu.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, apporte un soutien à cette action à hauteur de 485 €, dans la mesure où nous avons des crédits restants sur le CLS.

22 - EAU ET ASSAINISSEMENT - Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) – Avenant à la convention de mandat relative à l'attribution et au versement des aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré du 22 décembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Le 22 décembre 2017 Mayenne Communauté a signé avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne une convention de mandat relative à l'attribution et au versement des aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré. Grâce à ces aides, 87 usagers ont pu percevoir une subvention allant de 50 à 60 % du montant de leurs travaux pour coût global de travaux de 647 000 €.

Inscrites dans le cadre du 10^è programme, ces aides sont maintenues dans le cadre du 11^è programme pluriannuel d'intervention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (2019-2024) mais avec de nouvelles modalités.

Ces aides ne sont reconduites que jusqu'au 30 juin 2020 et le financement des opérations groupées de réhabilitation d'ANC est recentré sur les Zones de Revitalisation Rurale soit pour Mayenne Communauté les communes de Champéon, La Chapelle-au-Riboul, Charchigné, Hardanges, Le Horps, Le Housseau-Brétignolles, Jublains, Lassay-les-Châteaux, Montreuil-Poulay, Rennes-en-Grenouilles, Le Ribay, St Julien-du-Terroux, Ste Marie-du-Bois et Thubœuf.

Les usagers volontaires et répondant aux critères d'éligibilité pourront percevoir une aide de 30 % du montant de leurs travaux avec un plafond de 8 500 €.

Pour accompagner les usagers, une aide forfaitaire de 300 € par installation réhabilitée est allouée au SPANC.

Pour engager une nouvelle opération groupée de réhabilitation en 2019, Mayenne Communauté doit déposer une demande d'aide avant la fin du mois de février 2019 et signer un avenant à la convention de mandat.

M. BOURGUIN : On devrait être en ZRR pour les 14 communes concernées jusqu'au 30 juin 2020 et pas 2021 comme indiqué. Ça pourrait évoluer mais c'est jusqu'à 2020 pour l'instant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **valide la poursuite de la démarche de mandat pour l'attribution et le versement des aides destinées à la réhabilitation des installations d'assainissement non collectif existantes présentant un danger pour les personnes ou un risque environnemental avéré du 22 décembre 2017**
- **et autorise Le Président à signer l'avenant à la Convention de mandat avec l'Agence de l'eau Loire Bretagne.**

23 - ENVIRONNEMENT DECHETS - Renouvellement de la convention avec l'association Emmaüs 53 relative à l'enlèvement de la part « réemployable » des encombrants

Mme MORIN expose :

Depuis 2009, le territoire de Mayenne Communauté s'est inscrit dans une démarche départementale de promotion des objets réemployables par l'association Emmaüs. 4 conteneurs maritimes ont été installés progressivement dans les déchetteries de Parigné-sur-Baye, Lassay-les-Châteaux, Le Ribay et Martigné-sur-Mayenne afin de récupérer des déchets ménagers potentiellement réemployables. Ceux-ci sont ensuite collectés et distribués par l'association Emmaüs.

En 2018, 28 tonnes d'objets réemployables ont ainsi été détournées des filières de traitement pour être réutilisées

La convention a pour objet de fixer les modalités par lesquelles Mayenne Communauté confie à l'association EMMAÜS 53 la collecte, le traitement et la vente de la part « réemployable » des encombrants collectés en déchetterie.

Les missions d'Emmaüs sont les suivantes :

- Procéder à l'enlèvement de la part « réemployable » des encombrants collectés sur les déchetteries,
- Organiser des sessions de formation sur les consignes de tri pour l'ensemble des gardiens de la collectivité,
- Organiser annuellement, en collaboration avec la collectivité, une campagne de communication et d'information destinée à sensibiliser le public et à l'informer sur les modalités pratiques de tri des encombrants.

En contrepartie, MC s'engage à :

- Fournir un conteneur ou un local spécifique sur la déchetterie, dédié uniquement à la collecte de la part réemployable des encombrants,
- Informer les usagers sur les consignes de tri de la part réemployable des encombrants.

Afin de coordonner cette opération, Mayenne Communauté (comme l'ensemble des EPCI mayennais) finance l'emploi d'un chargé de mission. Vous trouverez ci-dessous le détail du financement de ce poste :

Répartition des coûts

				2018	2019	2020	2021	2022	2023
				année 5	année 1	année 2	année 3	année 4	année 5
indice				2%	2%	2%	2%	2%	2%
salaire brut chargé				45 733 €	46 648 €	47 581 €	48 532 €	49 503 €	50 493 €
montant aide Conseil Départemental				4 253 €	4 250 €	4 250 €	4 250 €	4 250 €	4 250 €
salaire résiduel				41 480 €	42 398 €	43 331 €	44 282 €	45 253 €	46 243 €
population									
Laval Agglomération	95 834 hab	30,2%		12 544 €	12 814 €	13 096 €	13 383 €	13 677 €	13 976 €
C.C. du Pays de Château Gontier	30 208 hab	9,5%		3 817 €	4 039 €	4 128 €	4 219 €	4 311 €	4 405 €
CC des Coëvrons	27 713 hab	8,7%		3 610 €	3 705 €	3 787 €	3 870 €	3 955 €	4 041 €
C.C. du Pays de Loiron	16 928 hab	5,3%		2 159 €	2 263 €	2 313 €	2 364 €	2 416 €	2 469 €
Syndicat Mixte du Pays de Craon	28 629 hab	9,0%		3 748 €	3 828 €	3 912 €	3 998 €	4 086 €	4 175 €
C.C. de Meslay / Grez en Bouère	14 018 hab	4,4%		1 778 €	1 874 €	1 916 €	1 958 €	2 001 €	2 044 €
Mayenne Communauté	36 693 hab	11,6%		3 780 €	4 906 €	5 014 €	5 124 €	5 236 €	5 351 €
C.C. du Mont des Avaloirs	16 519 hab	5,2%		2 311 €	2 208 €	2 257 €	2 307 €	2 357 €	2 409 €
C.C. de l'Emée	21 058 hab	6,6%		2 748 €	2 816 €	2 878 €	2 941 €	3 005 €	3 071 €
C.C. du Bocage Mayennais	19 317 hab	6,1%		2 669 €	2 583 €	2 640 €	2 698 €	2 757 €	2 817 €
C.C. de Pouancé Combrée	10 177 hab	3,2%		1 375 €	1 361 €	1 391 €	1 421 €	1 452 €	1 484 €
Total EPCI	317 094 hab	100,0%		40 538 €	42 397 €	43 331 €	44 282 €	45 253 €	46 243 €
Coût résiduel par habitant				0,14 €	0,13 €	0,14 €	0,14 €	0,14 €	0,15 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **accepte les termes de la convention avec l'association Emmaüs 53 relative à l'enlèvement de la part « réemployable » des encombrants.**
- **et autorise Monsieur le Président à signer la convention.**

24 - ENVIRONNEMENT DECHETS - Programme de Prévention – Coordination d'actions de sensibilisation à la réduction des déchets - Convention avec la CC de l'Ernée et du Bocage Mayennais

Mme MORIN expose :

En 2015, suite à la redéfinition des missions du Pays de Haute Mayenne, les Communautés de Communes de l'Ernée, du Bocage Mayennais, de Mayenne Communauté avaient décidé de poursuivre leur coopération dans le domaine de la prévention des déchets. Dans ce cadre, une convention de partenariat avec comme chef de file de cette coordination la CC de l'Ernée, avait été conclue pour une période de 3 ans. Il s'agit maintenant de renouveler cette convention pour une période de 5 ans.

Cette coopération porte sur la mise en œuvre d'actions de sensibilisation à la réduction des déchets : animations scolaires, outils de communication... Elle permet de mutualiser les outils et les réflexions.

Le coût estimatif pour Mayenne Communauté pour l'exercice 2019 est évalué à 9 973 € répartis comme suit :

- 8 434 € pour les animations scolaires,
- 1 371 € pour le temps de coordination,
- 168 € pour les impressions et achats de matériels.

Les grandes lignes de ce conventionnement sont les suivantes :

La Communauté de Communes de l'Ernée aura pour responsabilité :

- de coordonner la mise en œuvre des actions,
- de convoquer et d'animer le comité technique pour les séances de travail,
- de payer les dépenses afférentes à la convention,
- d'informer régulièrement de l'avancée des actions les structures participantes.

Les Communautés de Communes participantes auront pour responsabilité :

- de participer à l'action sur toute la durée prévue,
- de participer au comité technique pour les séances de travail,
- de contribuer activement à la mise en œuvre de l'action sur leur territoire d'intervention et selon les répartitions des tâches prévues,
- de payer leur quote-part de dépenses afférentes à la convention suite à la facturation établie

Mayenne Communauté
Séance du 14 février 2019

(personnel mis à disposition par la Communauté de Communes de l'Ernée, contrats, fournitures, impressions, ...) selon la clef de répartition et telle que présentée à l'article 3 de la convention.

Les dépenses engagées au titre de cette convention seront assumées collectivement par les quatre intercommunalités signataires, suivant une clef de répartition fondée sur les critères suivants :

- La coordination de l'action (technicien de prévention de la Communauté de Communes de l'Ernée, temps « chef de file ») sera assumée par chacun au prorata de sa population par référence à l'année 2016,
- Les frais de structure (contrats, fournitures, frais kilométriques, éditions...) seront partagés selon la même clef de répartition,
- Les dépenses liées aux éditions seront répercutées après validation des intercommunalités concernées préalablement aux tirages, au prorata des demandes de chacun.

Pour assurer une bonne organisation il sera mis en place un comité de suivi (composé d'un élu et d'un technicien par intercommunalité).

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide les bases d'une convention de 5 ans,
- autorise le Président à signer cette convention,
- prévoit chaque année les crédits relatifs à nos actions
- et règle notre quote-part au vu des justificatifs fournis par la CCE.

25 - ENVIRONNEMENT DECHETS- Déchets – Partenariat de financement pour l'opération de collecte et traitement des pneus usagés des silos agricoles – Renouvellement de la convention avec le Conseil Départemental

Mme MORIN expose :

L'arrêt de l'utilisation des pneus comme solution de recouvrement de silos vise à limiter les impacts négatifs à la fois sur les plans paysagers, environnementaux et sanitaires. À ce jour, les solutions d'élimination existantes ne correspondent pas aux besoins des agriculteurs en termes de coût, ce qui aboutit à l'accumulation de pneus usagés sur les exploitations agricoles.

En 2015, le Département a initié, mis en place et coordonné une grande opération de collecte de traitement à l'échelle du département, sur trois années consécutives. Le marché, en groupement de commande avec toutes les EPCI de la Mayenne a pris fin le 7 août 2018.

Face à ce constat, le Conseil départemental a décidé de reconduire l'opération de collecte et de traitement de ces déchets de pneus, sur tout le territoire. La durée de l'opération est de 3 ans (2019/2020/2021).

Les modalités techniques de collecte et traitement des pneus sont identiques à l'opération précédente :

- Les pneus seront collectés sur chaque EPCI soit 2 points de collecte sur Mayenne Communauté : les déchetteries de Lassay-Les-Châteaux et Parigné-Sur-Braye
- Ils seront ensuite transportés à la cimenterie Lafarge de St Pierre la Cour où ils seront broyés et valorisés énergétiquement en substitution du coke de pétrole.

450 tonnes de pneus pourront être collectés au maximum.

L'opération sera cofinancée par les exploitants agricoles, les intercommunalités et le Conseil départemental ; les coûts sont optimisés grâce à une organisation à l'échelle départementale.

Opération	Prix unitaire (€HT/tonne)	Tarif agriculteurs	EPCI	Subvention CD 53
2016-2018	82,5	40	18,5	24
2019-2021	137	70	32,5	34,5

La première opération (2016-2018) était une action innovante et expérimentale. Les prestataires retenues pour la collecte et le traitement des pneus n'avaient pas d'expériences pour ce type de prestations ce qui justifie les faibles coûts du premier marché.

La convention a pour objet de :

- définir le contenu et les modalités de mise en œuvre du partenariat,
- définir les modalités de versement, par le Département, d'une subvention à Mayenne communauté pour l'opération de collecte et de traitement des pneus agricoles usagés sur son territoire.

M. le Président : je remarque que nous avons plus d'augmentation que le département.

M. BRODIN : ça coûtait 150 € la tonne initialement et le département reste en tête devant les CC sur le prix par tonne. Et c'est grâce à lui que cette action a été mise en place.

Mme MORIN : et on peut le remercier.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **accepte les termes de la convention de financement pour l'opération de collecte et de traitement des pneus agricoles usagés,**
- **et autorise Monsieur le Président à signer la convention de financement avec le Conseil Départemental.**

26 - ENVIRONNEMENT DECHETS – Collecte sélective – Appel à candidatures de CITEO pour l'extension des consignes de tri des emballages plastiques

Mme MORIN expose :

En 2015, les communautés de communes du Pays de Mayenne et du Corps-Lassay avaient répondu conjointement à l'appel à candidature d'Eco-Emballages pour l'extension des consignes de tri des emballages plastiques. Mais la candidature n'avait alors pas été retenue car notre centre de tri n'apportait pas toutes les garanties nécessaires.

L'extension des consignes de tri va se faire par tranche successive jusqu'en 2022. CITEO (ex Eco-Emballages) a relancé un nouvel appel à candidature en novembre 2018. Les modalités et pré-requis principaux sont les suivants :

- Répondre à l'appel à candidature avant le 1er mars 2019
- Avoir une candidature concertée avec le centre de tri
- Etre opérationnel au 1er janvier 2019
- Mettre en place une communication spécifique sur l'extension auprès des habitants.

Les projets sélectionnés à l'appel à candidatures « extension des consignes de tri » seront financés par l'augmentation du soutien unitaire de tous les emballages en plastique (660 €/tonne) prévu au Contrat d'Action pour la Performance signé entre les collectivités locales et Citeo.

Parallèlement à l'extension des consignes de tri, un appel à projets pour l'optimisation de la collecte a été lancé. La collectivité peut également y postuler afin d'améliorer la densification des points de collecte dans les zones non ou mal équipées. Cette action sera nécessairement couplée à un plan de sensibilisation permettant d'expliquer aux usagers les changements et stimuler le geste de tri.

Les projets retenus à l'appel à projets « optimisation de la collecte » seront soutenus à hauteur de 50 % du montant total des dépenses éligibles. Ce taux sera majoré à 60% si le projet « optimisation de la collecte » est couplé à un projet « extension des consignes de tri », ceci afin d'inciter les collectivités à déposer des projets en simultané sur ces deux thématiques et d'obtenir de meilleurs résultats sur le terrain.

M. le Président : il y a un agent qui part dans le service, il est remplacé ? Les actions de communication sont importantes pour mettre ça en place.

Mme MORIN : les entretiens de recrutement sont en cours. Et il y aura besoin de vacataires et de délégués de prévention pour aller dans les quartiers et auprès des jeunes pour faire des actions de prévention.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide ces appels à candidatures

- et autorise le Président à signer tous les documents nécessaires.

27 - MARCHES PUBLICS – Collecte, transport, tri et conditionnement des déchets recyclables de Mayenne Communauté - 18SER17

Mme MORIN expose :

Le contrat actuel (14SER12 « Collecte, transport, tri et conditionnement des déchets recyclables de la CCPM), arrive à terme le 1er avril 2019. En conséquence, il convient de relancer une consultation pour assurer la reprise de ces prestations.

Le présent marché concerne ainsi la collecte, le transport, le tri et le conditionnement des déchets de Mayenne Communauté.

Il est conclu pour une période initiale de 2 ans, reconductible 2 fois 1 an, soit une durée maximale de 4 ans, reconductions comprises.

La consultation du présent marché a été lancée le 20 novembre 2018 pour une publication effective le 23 novembre 2018 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plateforme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 3 janvier 2019 ; (8 entreprises ont téléchargé le dossier et 3 entreprises ont remis une offre, réparties de la façon suivante selon les lots :

- Une offre pour le LOT 1 « Collecte, transport, tri et conditionnement des emballages recyclables issus de la collecte sélective » ;
- Une offre pour le LOT 2 « Collecte du verre ménager issu de la collecte sélective et transport vers leur exutoire » ;
- Trois offres pour le LOT 3 « Collecte, transport, tri et conditionnement des cartons issus des déchetteries ».

La Commission d'Appel d'offres de Mayenne Communauté, fixée au mardi 15 janvier 2019, 10h00, a désigné les attributaires.

M. le Président : C'est gênant d'avoir 2 prestataires différents ?

Mme MORIN : Non, et en plus il y a un prêt de benne pour les rotations et on avait fait l'acquisition d'un compacteur pour les cartons.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer le marché n° 18SER17 intitulé « Collecte, transport, tri et conditionnement des déchets recyclables de Mayenne Communauté », ainsi que les pièces s'y rapportant :

- **S'agissant du LOT 1 « Collecte, transport, tri et conditionnement des emballages recyclables issus de la collecte sélective » : avec l'entreprise SPHERE pour un montant estimé de 2 446 937.44 € HT pour la durée totale du marché (période initiale de 2 ans, reconductible 2 fois 1 an) ;**
- **S'agissant du LOT 2 « Collecte du verre ménager issu de la collecte sélective et transport vers leur exutoire » : avec l'entreprise SPHERE pour un montant estimé de 189 744.00 € HT pour la durée totale du marché (période initiale de 2 ans, reconductible 2 fois 1 an) ;**
- **S'agissant du LOT 3 « Collecte, transport, tri et conditionnement des cartons issus des déchetteries » : avec l'entreprise LE FEUVRIER (PASSENAUD RECYCLAGE) pour un montant estimé de 120 709.00 € HT pour la durée totale du marché (période initiale de 2 ans, reconductible 2 fois 1 an).**

28 - GEMAPI « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » - prolongation de la convention de partenariat avec le Syndicat du Bassin de l'Aron pour la mise à disposition d'un technicien de rivière

M. BOURGUIN expose :

Depuis 2017 et dans la cadre de la prise de compétence GEMAPI, Mayenne Communauté a conventionné avec le Syndicat du Bassin de l'Aron pour que ce dernier mette à disposition son technicien rivière (délibération du 16 février 2017).

Il s'agissait alors de s'appuyer sur l'expertise de cet agent pour un meilleur suivi de l'étude diagnostic sur les cours d'eau du Fontaine Daniel, de l'Anxure, du Lassay et de la Mayenne amont. Cette étude arrive à sa fin et la collectivité va entrer dans une phase plus opérationnelle, avec la création d'un dossier de déclaration d'intérêt général (DIG) qui devrait permettre d'intervenir dès 2019 sur le ruisseau de la Filousière et à compter de 2020, sur les cours d'eau du Lassay et du Fontaine Daniel. Dans le même temps, Mayenne Communauté travaille avec ses partenaires pour faire évoluer la gouvernance de la compétence GEMAPI : cela devrait se traduire au 1^{er} janvier 2020 par la création d'un syndicat mixte élargi.

Afin d'accompagner l'ensemble de ces réflexions, il est proposé de reconduire un conventionnement avec le Syndicat du Bassin de l'Aron pour une mise à disposition de leur technicien, jusqu'à 30% de son temps, et ce jusqu'à la création du nouveau syndicat mixte et la fin de la procédure de DIG.

Il s'agit d'une charge globale de travail à répartir en fonction des échéances (travail de terrain, réunions, etc.). Le montant de la convention intègre les frais de fonctionnement inhérents (véhicule notamment), soit un montant pour MC estimé jusqu'à 8 000 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide le principe d'une prolongation du conventionnement avec le Syndicat du Bassin de l'Aron afin qu'il mette à disposition de Mayenne Communauté son technicien de rivière***
- valide les modalités et principes financiers de cette mise à disposition***
- et autorise le Président à signer la convention de mise à disposition.***

29 - ECONOMIE EMPLOI - Événementiel emploi pour les jeunes Flash'job

M. TRANCHEVENT expose :

Mayenne Communauté va conduire en partenariat avec les communautés de communes du Bocage Mayennais, de l'Ernée, du Mont des Avaloirs et des Coëvrons une expérimentation pour faciliter le recrutement des jeunes par les entreprises du Nord Mayenne.

Il s'agit d'une rencontre entre jeunes chercheurs d'emploi, d'alternance, d'apprentissage, de stage, d'emploi saisonnier, ou étudiant qui aura lieu le 28 mars 2019 à Mayenne.

Elle prendra la forme d'un "salon" avec différents espaces permettant l'échange :

- affichage des CV
- affichage des fiches entreprises
- témoignage de jeunes en entreprises
- CV et lettre de motivation
- savoir-être savoir-faire
- job dating

Son format a été conçu pour les jeunes par des jeunes issus de différents horizons.

Un partenariat actif est mis en place avec les établissements scolaires, la Mission Locale, Pole emploi, le PIJ, etc... pour informer, mobiliser et accompagner les jeunes autour de cette action.

Les entreprises sont intéressées par cette expérience.

Le plan de financement est le suivant :

Mayenne Communauté
Séance du 14 février 2019

Dépenses		Recettes	
Communication	2 500 €	Leader	10 800 €
Réception	500 €	Mayenne Communauté	2 700 €
Materiel sono video	5 000 €		
Mobilier	1 000 €		
Salle / montage	5 000 €		
Total	13 500 €		13 500 €

M. TRANCHEVENT : sur les rencontres de l'emploi, il y a eu 97 entreprises à participer et 53 la première fois, 1100 personnes la première fois et 1500 personnes. Il y a des personnes qui viennent de loin. Il faut répéter que notre territoire est attractif, car certaines viennent de Vitré, de Fougères et du Mans. Ce sont 100 emplois qui ont été directement créés. Le mois de mars est un bon mois pour capter les jeunes en dernière année d'école et il faut habituer les entreprises à leur répondre. Il y a un travail important sur le savoir-faire et le savoir-être qui faut leur apprendre. Et l'image de marque des entreprises est en train de changer. On s'est donné 3 ans pour reconduire cette opération.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, sollicite les partenaires financiers ci-dessus et autorise M. le Président à signer tout document correspondants. Dans l'hypothèse où les montants versés seraient inférieurs aux montants sollicités, Mayenne communauté s'engage à prendre en charge la différence.

30 – Finances - Exercice budgétaire 2019 - Budget Principal - Autorisation budgétaire spéciale Ouverture anticipée de crédits – Modification

M. SOUTIF expose :

Par délibération n°12 du 17 janvier 2019, le Conseil a autorisé l'ouverture de crédits d'investissement anticipés sur 2019 comme suit :

Chapitre	Nature	Sous rubrique	Libellé imputation comptable	Crédit Dépense
21	2188	311 1	Conservatoire de musique : Matériel divers ; musique assistée par ordinateur	6 250 €
21	2183	311 1	Conservatoire de musique : Matériel informatique ; musique assistée par ordinateur	8 100 €
21	2184	321	Médiathèque : Mobilier pour « Pôle Musique jeunesse »	7 680 €
23	2313	510 1	Abords du pôle santé Travaux	7 710 €
TOTAL				29 740 €

Il vous est proposé de compléter ces crédits ainsi :

Chapitre	Nature	Sous rubrique	Libellé imputation comptable	Crédit Dépense
21	2188	95 21	Acquisition et installation de 2 tentes bivouac à la Halte fluviale de Mongiroux	12 000 €
23	2318	510 1	Signalétique Abords du Pôle santé	5 500 €
23	2313	510 1	Signalisation horizontale Abords du Pôle santé	900 €
TOTAL				18 400 €

M. le Président : je tiens à remercier les agents sur les aménagements du pôle santé car on me félicite très souvent sur la qualité des abords.

M. MOLL : comme indiqué dans la presse, je rappelle que la salle de garde est ouverte depuis la semaine dernière. Les médecins s'organisent pour ouvrir après 20h, ce qui devrait alléger, je dis bien devrait, l'accueil des urgences du CHNM.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à mandater les dépenses d'investissement et de fonctionnement dans les conditions prévues par l'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans la limite des crédits précisés ci- dessus jusqu'au vote du budget primitif 2019.

Mme PELE : j'aimerais dire qu'on doit être fier de notre cinéma car pour info, il y a eu plus de 800 entrées samedi et 916 entrées dimanche !

M. le Président : je vous rappelle le prochain conseil communautaire le 14 mars.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 20.

Vu, la Secrétaire,
Brigitte FRANGEUL



Vu, le Président
Michel ANGOT



1

